



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 24 (2025)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : croissance attendue à 3,8% en 2025, contre 5,1% prévus fin 2024
- ❖ Vietnam : hausse de 51,2% des IDE sur les cinq premiers mois de 2025
- ❖ Philippines : chute de 41,1% des IDE au T1 2025 en glissement annuel

LE CHIFFRE À RETENIR

**4,8 Md
USD**

Montant du plan de
relance annoncé en
Thaïlande

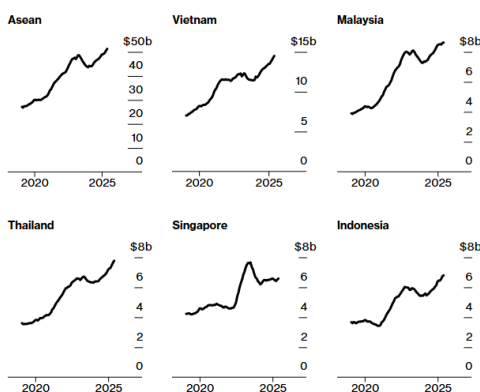
Région

Hausse marquée des importations chinoises

Les importations en provenance de Chine ont fortement augmenté en Asie du Sud-Est, notamment au Vietnam, en Thaïlande et en Indonésie, en lien avec le recul des exportations chinoises vers les États-Unis, en baisse de plus de 33 % en mai, soit leur plus fort repli depuis 2020. Cette réorientation, analysée par Citigroup, s'expliquerait par une stratégie de contournement des droits de douane américains, via des opérations de transbordement ou de délocalisation partielle de la production. En Indonésie, les importations de textiles chinois ont atteint un record mensuel, accentuant la pression sur un secteur déjà en difficulté, avec plusieurs milliers de suppressions d'emplois. Cette dynamique est favorisée par la baisse continue des prix à l'exportation chinois depuis début 2023, en particulier sur les biens manufacturés. Citi observe également une corrélation croissante entre la hausse des

Chinese Exports to Some Asian Nations Soar

Shipments to Indonesia, Malaysia, Thailand and Vietnam all at record highs



importations chinoises par ces pays et l'augmentation de leurs propres exportations vers les États-Unis. Face aux préoccupations américaines, le Vietnam et la Thaïlande ont annoncé un renforcement des contrôles sur les certificats d'origine pour limiter le risque de transbordement frauduleux.

Plans de relance ciblés en ASEAN face aux tarifs douaniers américains

Face à la montée des incertitudes liées à l'augmentation des droits de douane américains sur les produits chinois, plusieurs pays d'Asie du Sud-Est ont annoncé des plans de relance budgétaire ciblés afin de soutenir la croissance et la demande intérieure. En Indonésie, le gouvernement a dévoilé un plan de soutien de 24,4 000 Mds IDR (1,5 Md USD), marquant un infléchissement par rapport à la politique de rigueur budgétaire amorcée en début d'année. En juin et juillet, 18 millions de ménages à faibles revenus recevront 300 000 IDR (environ 18 USD) en espèces et 10 kg de riz par mois, ainsi que des réductions de 30 % sur les tarifs ferroviaires. En Thaïlande, un programme de 157 Mds THB (4,8 Md USD) vise à stimuler le tourisme et le développement des infrastructures, tout en soutenant les PME par des prêts bonifiés et des mesures de restructuration de dettes. En Malaisie, 354 M USD sont mobilisés en faveur des petites entreprises, tandis qu'au Vietnam, les autorités envisagent de prolonger les baisses temporaires de TVA pour soutenir la consommation. Parallèlement, plusieurs banques centrales régionales, dont la Bangko Sentral ng Pilipinas, ont adopté une posture plus accommodante, avec des assouplissements monétaires ou un report des hausses de taux. Malgré ces mesures, le ralentissement conjoncturel se confirme : Singapour maintient une prévision de croissance modérée entre 2 % et 3 % pour 2024, la Thaïlande a abaissé la sienne à 1,3–2,3 %, et l'Indonésie a enregistré une croissance de 4,87 % au premier trimestre, son plus bas niveau depuis fin 2021.

Indonésie

Recul de l'inflation enregistré en mai 2025

L'économie indonésienne montre des signes de ralentissement après un recul de l'inflation inattendu de 0,37 % en mai 2025 (en g.m.), soit une inflation de 1,6 % en g.a, reflétant un affaiblissement de la demande intérieure et un manque de soutien au secteur industriel. Les produits alimentaires, boissons et tabac ont principalement contribué à cette baisse, avec une diminution de 1,4 % en g.m. Ce recul des prix s'ajoute à un net repli de l'excédent commercial, tombé à 150 M USD, et à un ralentissement de la croissance du PIB à 4,87 % au premier trimestre. Les politiques budgétaires restrictives et l'absence de mesures incitatives pour l'industrie pèsent sur l'activité économique, tandis que des licenciements frappent plusieurs secteurs, dont le textile (cf. Brèves semaine 13). Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures de soutien à la consommation.

Le gouvernement annule la remise sur les tarifs d'électricité mais maintient les autres mesures de soutien à la consommation

L'annulation soudaine de la remise de 50 % sur les tarifs d'électricité pour juin et juillet 2025 (cf. Brèves semaine 22) suscite des interrogations, sur fond de tensions entre le ministère de l'Énergie et le ministère des Finances. Le gouvernement a choisi de rediriger les fonds vers une subvention salariale ciblant les 18 millions de travailleurs gagnant moins de 3,5 M IDR (215 USD) par mois, qui passera de 150 000 IDR (9 USD) à 300 000 IDR (18 USD). Ce réajustement s'inscrit dans le plan de soutien mentionné plus haut d'environ 1,5 Md USD (24 440 Md IDR) réparti entre cinq mesures principales : une subvention salariale (656 M USD), un renforcement de l'aide sociale (730 M USD), des réductions sur les transports (trains, avions et navires pour 58 M USD), des réductions sur les péages (40 M USD), et une prolongation de la réduction des cotisations sur l'assurance accidents du travail (JKK) (12 M USD). Sur le total, environ 1,4 Md USD proviennent du budget de l'État (APBN), et 52 M USD de sources hors budget. Ce paquet d'aides vise à maintenir le pouvoir d'achat face aux tensions économiques, bien que son ajustement tardif soulève des questions sur la coordination entre les ministères.

Réserves de change stables à 152,5 Md USD en mai

Les réserves de change de l'Indonésie sont restées stables à 152,5 Md USD fin mai 2025, après une baisse de 3 % en avril, soutenues par les recettes en devises issues des exportations de pétrole et gaz ainsi que les entrées de capitaux étrangers pour l'achat de titres d'État. Les réserves actuelles couvrent 6,4 mois d'importations, au-dessus du seuil de référence international de trois mois.

Elargissement des pouvoirs de la Commission d'éradication de la corruption pour adhésion à l'OCDE

Le gouvernement indonésien s'apprête à élargir les prérogatives de la Commission d'éradication de la corruption (KPK) afin de répondre aux critères d'adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette démarche vise notamment à permettre au KPK de traiter les affaires de corruption transnationale, en lien avec la future ratification de la Convention anti corruption de l'OCDE. Le document d'engagement du président du KPK a été remis à l'OCDE à Paris. Cette convention internationale, qui vise à sanctionner la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales, constitue l'un des piliers de l'accès à l'organisation.

Malaisie

Révision à la baisse des prévisions de croissance de l'OCDE pour la Malaisie à 3,8%

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques, l'OCDE prévoit un ralentissement de la croissance malaisienne à 3,8 % en 2025 (contre 5,1 % prévus fin 2024), après 5,1 % en 2024. Elle resterait soutenue par la consommation privée (+5,5 %), portée par des conditions favorables sur le marché du travail, et les investissements (+6,8 %), en particulier dans les secteurs à forte intensité technologique. L'inflation augmentera avec le retrait progressif des subventions à l'énergie mais restera contenue (2,2 % prévus après +1,8 % en 2024).

L'OCDE recommande la mise en œuvre de réformes structurelles pour réduire les inégalités et assurer une croissance durable. Un meilleur ciblage des aides tout en augmentant la couverture sociale et les niveaux de prestation permettrait de réduire davantage la pauvreté. L'accès des femmes à l'emploi serait facilité en améliorant l'accès à des services de garde d'enfants abordables et en allongeant la durée des congés de maternité et de paternité rémunérés. Une hausse des investissements dans la formation des adultes permettrait de répondre aux besoins des entreprises en compétences. L'OCDE appelle aussi à des conditions de concurrence plus équitables entre entreprises privées et publiques. Par ailleurs, les changements climatiques requièrent d'accélérer le retrait des subventions à l'énergie et de renforcer le rôle de la tarification du carbone, en complément de réglementations plus strictes et d'investissements supplémentaires.

Une accélération de la production manufacturière en avril tirée par la demande externe

La production industrielle a ralenti en avril avec une croissance de 2,8 % en g.a. contre 3,2 % le mois précédent, avec des reculs de 6,3 % en g.a. des activités d'extraction d'hydrocarbures et de 1,5 % pour la génération d'électricité. Elle a accéléré à l'inverse dans le secteur manufacturier (+5,6 % après +4,0 % en mars, en g.a.) pour répondre notamment à la hausse de la demande externe (+16,4 % en avril en g.a.), américaine en particulier. La fabrication de produits électroniques est ainsi restée soutenue (+11,1 % après +9,0 %, en g.a.). Les projets d'investissement approuvés par les autorités malaisiennes au 1er trimestre 2025 représentent un montant total d'environ 14,2 Md USD selon l'agence MIDA, en hausse de 28,5 % en g.a. Ils seront réalisés principalement dans les services (8,1 Md USD, 57 % du montant total ; information et communication notamment) qui enregistrent un bond de 296,6 % en g.a. et les industries manufacturières (6,0 Md USD, 42 %), en recul de 33,2 % en g.a. Dans le secteur primaire, ils s'établissent à 0,1 Md USD (1 % du total). Les principaux pays d'origine des projets sont Singapour (6,7 Md USD), les Etats-Unis (2,3 Md USD), la Chine (1,9 Md USD), les Iles vierges britanniques (1,6 Md USD) et Taïwan (0,4 Md USD).

Extension de la taxe sur les ventes et services (SST) à partir du 1er juillet 2025

Le ministère des Finances a confirmé le 9 juin 2025 l'entrée en vigueur au 1er juillet de l'extension de la taxe sur les ventes et les services (SST), qui était initialement prévue pour le 1er mai, à des biens et services jusque-là exonérés. Elle s'appliquera avec des taux variant de 5 % à 10 % à des produits alimentaires et des biens considérés comme non essentiels ou discrétionnaires et à de nouvelles catégories de services (leasing et locations non résidentielles, construction, médecine privée pour les étrangers, éducation privée, soins de bien-être et de beauté).

Singapour

Fermeture de Jetstar Asia : des ajustements en cours pour préserver la connectivité aérienne de la cité-État

La compagnie Jetstar Asia, basée à Singapour depuis 2004 et détenue à 49 % par le groupe australien Qantas, cessera ses activités le 31 juillet. Cette décision affectera 16 liaisons intra-asiatiques représentant environ 180 vols hebdomadaires et 2,3 millions de passagers en 2024, soit 3 % du trafic annuel de l'aéroport de Changi. La fermeture s'inscrit dans une stratégie de restructuration du groupe Qantas, qui prévoit de redéployer les 13 Airbus A320 de Jetstar Asia vers les marchés australien et néo-zélandais. Ce recentrage répond à une forte hausse des coûts fournisseurs (jusqu'à +200 %) et à une perte opérationnelle estimée à 22,7 M USD pour la filiale singapourienne. L'impact global attendu sur les comptes du groupe Qantas s'élève à 106 M USD, avec environ 500 suppressions de postes à Singapour. Pour limiter les effets de cette sortie sur la connectivité régionale, Singapore Airlines (SIA) et sa filiale low-cost Scoot prévoient d'augmenter les fréquences sur plusieurs lignes. Scoot opérera ainsi 42 vols hebdomadaires vers Bangkok (contre 35 actuellement), tandis que SIA portera ses vols vers Jakarta à 70 par semaine. L'ouverture de nouvelles liaisons vers Okinawa, Labuan Bajo et Medan est également à l'étude. Le Changi Airport Group a précisé que 12 des 16 routes concernées sont déjà desservies par 18 autres compagnies, et que les créneaux libérés seront réattribués selon les règles internationales en vigueur.

Recul des perspectives d'embauche au Q3 2025

À Singapour, les perspectives d'embauche se modèrent au troisième trimestre 2025, avec un solde net d'emploi de 24 %, en repli de trois points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, selon l'enquête trimestrielle publiée le 10 juin par ManpowerGroup. Ce solde net, calculé comme la différence entre la part des employeurs anticipant une hausse des effectifs (43 %) et ceux prévoyant une baisse (19 %), reste néanmoins supérieur de quatre points à celui observé un an plus tôt. L'incertitude économique est citée comme

le principal facteur de prudence, ayant un impact modéré ou élevé sur les décisions de recrutement pour près de 70 % des 525 entreprises interrogées. Les embauches sont principalement motivées par l'expansion des activités (43 %) et la recherche de compétences clés pour rester compétitif (30 %). À l'inverse, les réductions d'effectifs s'expliquent essentiellement par un contexte économique défavorable (42 %) ou par des ajustements stratégiques liés à l'évolution du marché (30 %). Le secteur de la santé et des sciences de la vie affiche les intentions d'embauche les plus dynamiques, avec un solde net de 43 %, suivi par les technologies de l'information (36 %) et les transports et la logistique (31 %). À l'inverse, le commerce de détail, l'industrie lourde, la finance et l'immobilier enregistrent les perspectives les plus faibles.

Impact limité de la hausse de la taxe carbone sur les recettes fiscales

Suite à l'augmentation du taux de la taxe carbone à 25 USD par tonne en 2024 (contre 5 USD entre 2019 et 2023), les recettes issues de cette taxe devraient s'élever à environ 642 M USD, selon les estimations du budget 2025. Ce montant reste nettement inférieur au milliard de dollars attendu si les niveaux d'émissions étaient restés constants et en l'absence de mesures d'atténuation. L'écart s'explique principalement par l'octroi d'allocations transitoires aux grands émetteurs exposés à la concurrence internationale, notamment dans les secteurs de la chimie, de l'électronique et de la biomédecine. Ces aides visent à atténuer les effets de la hausse du prix du carbone sur la compétitivité des entreprises. Environ 50 sites industriels, relevant pour l'essentiel des secteurs de la fabrication, de l'énergie, des déchets et de l'eau, sont assujettis à la taxe et représentent 70 % des émissions nationales. Le recours à des crédits carbone internationaux, autorisé à hauteur de 5 % des émissions, n'a pas été activé en 2024. Le taux de la taxe doit progressivement augmenter pour atteindre un niveau compris entre 50 et 80 USD par tonne d'ici 2030.

Vietnam

Une croissance toujours dynamique malgré un commerce international sous la menace des droits de douanes américains

Selon le département des statistiques vietnamien (GSO), l'indice de la production industrielle (IPI) a enregistré une hausse de 8,8 % sur les cinq premiers mois de l'année en glissement annuel (g.a.) et les ventes au détail de marchandises et de services de 9,7 %. Durant cette période, les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 355,8 Mds USD, en hausse de 15,7 % en g.a. La balance commerciale a été excédentaire de 4,7 Md USD avec 180,2 Md USD d'exportations, en hausse de 14 % en g.a. et 175,6 Md USD d'importations, en hausse de 17,5 %. Au mois de mai, les exportations ont connu une hausse de 5,8 % par rapport à avril et de 15,5 % en g.a. et les importations de

5,9 % et de 14,1%. Sur les 5 premiers mois de l'année, les Etats-Unis restent le premier client du Vietnam avec 57,2 Md USD (31,7 % du total des exportations vietnamiennes), chiffre en hausse de 27,4 % en g.a. L'inflation a augmenté en mai pour atteindre 3,2 % en g.a., soit +3,2 % sur les 5 premiers mois de l'année (objectif du gouvernement : 5 %). Pour rappel, au premier trimestre 2025, le PIB vietnamien a enregistré une croissance de 6,9 %, son taux le plus dynamique sur la période depuis 2019.

Les flux d'IDE au Vietnam continuent de progresser

Le Vietnam a enregistré environ 18,4 Md USD d'IDE (y compris les investissements dans les nouveaux projets, les montants associés à l'augmentation sur des projets existants et les montants associés aux prises de participation) au cours des cinq premiers mois de l'année 2025, soit une hausse de plus de 51,2 % en g.a., selon l'Agence des investissements étrangers (ministère des Finances). Les investissements dans les nouveaux projets ont par contre connu une baisse de 13,2 % en g.a. La Chine (Hong Kong compris) demeure le 1er investisseur étranger avec 2,4 Md USD (34,2 % du total des investissements dans les nouveaux projets), suivie par Singapour (2,1 Md USD ; 30,2 %) et le Japon (753,4 M USD). Hanoï s'est imposée comme la première destination, attirant plus de 3,2 Md USD, représentant 17,6 % du total des IDE. Bac Ninh est arrivée en deuxième position avec près de 2,7 Md USD (14,8 % des IDE). HCMV s'est classée troisième avec 2,58 Md USD (14,1 %).

Nouvelle stratégie pour le développement de l'e-commerce

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a publié un nouveau plan pour le développement du secteur du commerce en ligne pour la période 2026-2030. Celui-ci replace cette industrie dans les objectifs plus larges du Vietnam en termes de croissance de la consommation, de transformation digitale et de compétitivité industrielle du pays. Parmi les objectifs chiffrés, le gouvernement estime qu'au moins 70 % des adultes effectueront des achats en ligne, avec une croissance annuelle du secteur entre 20 et 30 % annuellement. Du côté des entreprises, 70 % des entreprises et 60 % des PME devront être présentes sur ces plateformes. Pour rappel, les revenus cumulés des principaux sites présents au Vietnam (Shopee, TikTok Shop, Lazada, Tiki et Sendo) se sont élevés à 12,6 Mds USD en 2024, soit une augmentation de 37,4 % par rapport à l'année précédente. Shopee conserve la première place avec 64 % des ventes, suivie de TikTok Shop (29 %) et Lazada (6 %). Néanmoins, plusieurs faiblesses du secteur ont été mises en avant par la presse durant les précédents mois, mettant en avant le manque de régulation environnementale du secteur, une clientèle essentiellement urbaine et la concurrence exacerbée des plateformes étrangères, notamment chinoises. La plateforme Temu a ainsi dû interrompre temporairement ses activités au Vietnam dans l'attente de l'obtention d'une licence accordée par le MoIT, notamment afin de protéger l'industrie locale. Une loi sur le secteur devrait être étudiée par l'Assemblée nationale en octobre prochain.

Thaïlande

Ralentissement du commerce avec le Cambodge à la suite des tensions frontalières

Après l'accrochage armé entre les troupes de la Thaïlande et du Cambodge dans une zone disputée depuis 1907, Bangkok a réduit de moitié les heures d'ouverture du poste frontière d'Aranyaprathet, axe principal du commerce frontalier. Les tensions sont redescendues, les deux gouvernements ayant convenu d'un retrait de leurs troupes et la Première ministre Paetongtarn a écarté l'hypothèse d'une fermeture totale de la frontière, qui voit transiter 5,4 Md USD (175 Md THB) de biens chaque année, alors que les échanges pourraient rester à un niveau 10-20 % inférieur à la normale si la situation ne s'améliore pas. Pour rappel, le commerce bilatéral total entre la Thaïlande et le Cambodge atteignait 11,3 Md USD (367 Md THB) en 2024, dont 9,9 Md USD (324 Md THB) d'exportations thaïlandaises. Les produits des industries de l'électronique et de l'automobile seraient les plus impactés, notamment pour plusieurs entreprises japonaises (Toyota, Nidec) implantées en Thaïlande qui ont délocalisé une partie de leur production vers le Cambodge où le coût de la main d'œuvre est plus bas. Malgré l'interdiction de certains départs touristiques vers le Cambodge, le secteur du tourisme ne devrait pas être significativement impacté côté thaïlandais, de même que les IDE.

La Thaïlande développe son propre modèle de langage en thaï avec Siam AI

L'agence nationale dédiée à l'innovation scientifique et technologique (NSTDA) et la startup Siam AI, soutenue par les grands groupes Gulf et True, ont annoncé le développement d'un grand modèle de langage (LLM) spécifiquement conçu pour la langue et le contexte culturel thaïlandais, qui viendra s'ajouter aux quelques initiatives privées de développement de LLM existantes. Ce projet est soutenu par un investissement privé de 9 M USD (300 M THB) et sera destiné aux agences gouvernementales comme au secteur privé. Doté de 7 milliards de paramètres, le modèle développé avec l'aide du coréen Naver Cloud devrait être finalisé d'ici trois mois, plaçant la Thaïlande aux côtés de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud parmi les pays asiatiques développant un LLM souverain dans la langue nationale.

L'endettement des ménages diminue à 88,4 % du PIB en 2024, en baisse de 3 points sur un an

Selon le dernier rapport de l'agence de planification économique et sociale thaïlandaise (NESDC), la dette des ménages dans le pays s'est stabilisée en valeur au T4 2024 à 510 Md USD (16 420 Md THB, +0,2 % en g.a.) et diminue nettement rapportée au PIB à 88,4 % (contre 91,4 %). Selon le NESDC, ce ralentissement est d'abord dû à un durcissement des conditions de crédit de la part des banques commerciales et s'accompagne d'une détérioration de leur qualité, la part des prêts non-performants atteignant 8,9 % du total (+0,9pt

sur un an). Le NESDC souligne le poids de la consommation soutenue de produits du luxe dans cet endettement, dont un tiers des ménages sont acheteurs réguliers.

Washington aurait accepté d'ouvrir des négociations officielles avec Bangkok

Le Ministre des finances thaïlandais Pichai a annoncé sur ses réseaux sociaux que les États-Unis ont accepté d'entamer des négociations officielles sur les droits de douane avec la Thaïlande, à la suite de deux mois de négociations informelles. L'administration américaine n'a pas confirmé publiquement l'ouverture des négociations, après être restée silencieuse sur le sujet depuis le 2 avril 2025, alors que la Thaïlande multiplie les propositions et gestes de bonne. Cette ouverture aux conditions américaines, sans exiger de contreparties claires, contraste avec l'approche défendue par l'ASEAN, qui plaide pour un partenariat « constructif » et « mutuellement bénéfique ». L'organisation régionale espère faire valoir son poids collectif en négociant de manière coordonnée, notamment à travers un sommet de haut niveau réunissant les dirigeants des dix États membres et le Président Trump.

Philippines

Prêt de 500 M USD de la Banque Asiatique de développement (BAsD) pour améliorer la résilience climatique de la riziculture

La BAsD a annoncé un prêt aux Philippines de 500 M USD entre 2025 et 2030 dans le cadre d'un programme régional de 1,5 Md USD visant à renforcer la résilience climatique de la riziculture. Ce projet s'inscrit dans l'engagement plus large de 40 Md de dollars de la BAsD pour la transformation des systèmes alimentaires d'ici 2030. En partenariat avec le CGIAR et la Fondation Gates, l'initiative vise à promouvoir des pratiques agricoles à haut rendement et faibles émissions, en améliorant les techniques de productions et en aidant les agriculteurs à accéder au marché du carbone au sein de l'ASEAN. Aux Philippines, les fonds permettront d'améliorer les pratiques agricoles et l'irrigation, ainsi que de développer le système logistique pour le riz. Le taux d'autosuffisance des Philippines en matière de riz qui était proche de 100 % au début des années 1990 n'est plus que de 78,5 % en 2023, le pays étant devenu le premier importateur au monde de riz.

La chambre approuve une hausse de 200 PHP du salaire minimum

La chambre des représentants a adopté en troisième lecture un projet de loi visant à augmenter de 200 PHP (3,1 EUR) le salaire journalier minimum des travailleurs du secteur privé, qui est actuellement à 470 PHP (7,4 EUR) en moyenne, il s'agirait de la première hausse décidée nationalement depuis la régionalisation du salaire minimum en 1989. Le texte doit encore être harmonisé, avant un vote par les deux chambres, avec la proposition de loi du Sénat

d'augmentation du salaire minimum de 100 PHP (1,6 EUR). Les milieux économiques font pression sur le Président Marcos pour qu'il appose son veto à une loi d'augmentation du salaire minimum pour ses 5 millions de bénéficiaires afin d'éviter ses effets sur leur compétitivité et l'inflation, il pourrait néanmoins promulguer la loi au moment où 55 % des familles philippines se considèrent comme pauvres (enquête d'avril de Social Weather Stations) suite à la hausse des prix alimentaires depuis le début du mandat présidentiel.

Les entrées nettes d'investissement directs à l'étrangers (IDE) ont diminué de plus de 40 % au premier trimestre par rapport à l'année dernière

Les entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) ont atteint en mars leur plus bas niveau depuis trois mois accentuant la chute du premier trimestre qui atteint -41,1 % en glissement annuel dans un contexte d'incertitude mondiale accrue. Selon les données préliminaires de la Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP), les IDE nets ont reculé de 27,8 %, s'établissant à 498 M USD en mars, contre 689 M à la même période l'an dernier. Cette diminution vient principalement d'une chute des investissements nets en instruments de dette, atteignant 1,2 Md USD sur le premier trimestre, contre 1,85 Md USD il y a un an, et des investissements en capitaux propres passant de 894 M USD l'année précédente à 298 M USD au cours de la période janvier-mars 2025. Les IDE ont atteint 8,93 Mds USD en 2024 soit quasiment le même niveau qu'en 2023 (8,92 Mds USD).

Le FIRB accorde 20,9 Mds PHP de subventions fiscales à des institutions publiques

Le Conseil d'examen des incitations fiscales (FIRB) a approuvé 20,9 Mds PHP (330 M EUR) de subventions fiscales pour 2024 et 2025, afin d'alléger la charge fiscale de plusieurs agences publiques et améliorer l'efficacité des services publics. Les bénéficiaires incluent notamment l'Autorité de l'aéroport de Manille (7,5 Mds PHP), la National Power Corporation (6 Mds), et la Philippine Deposit Insurance Corp. (4,5 Mds). Les subventions ont été entièrement utilisées selon les données du ministère des Finances.

Cambodge

UE, 3ème client du Cambodge

Les échanges commerciaux entre le Cambodge et l'Union européenne se sont élevés à 1,7 Md USD au cours des quatre premiers mois de cette année, en hausse de 17 % en glissement annuel (g.a), selon le ministère cambodgien du Commerce. Les exportations cambodgiennes vers l'UE ont atteint 1,45 Md USD (+23 %) et les importations 253 M USD (-8,8 %). L'Espagne, l'Allemagne, le Pays-Bas, la France et l'Italie sont les principaux partenaires européens du Cambodge, les échanges avec ces cinq pays représentant près de 1,3 Md USD. Malgré le retrait partiel de l'accès au programme préférentiel « Tous sauf les armes » (TSA), depuis août 2020, en raison de graves violations systématiques des droits de

l'Homme, l'UE demeure un partenaire commercial stratégique du pays, représentant 8,6 % du commerce extérieur du Royaume et 18,6 % des exportations cambodgiennes durant ces 4 mois. Elle est le 3ème client du Cambodge après les Etats-Unis et le Vietnam. Face à sa graduation des PMA (déc. 2029), le Cambodge continuera de bénéficier de TSA pendant période transitoire de 6 ans. On parlera plus tard du SPG Standard ou SPG+...

Prévisions de croissance revues à la baisse par la Banque mondiale

L'économie cambodgienne devrait croître de 4 % cette année, contre 5,5 % selon les prévisions précédentes. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur le Cambodge de juin 2025, cette révision à la baisse s'explique par les tensions commerciales mondiales, la baisse de la demande extérieure, et les difficultés locales, notamment dans le secteur immobilier et du crédit. Selon la Banque les performances économiques du Cambodge restent relativement robustes, mais inégales. Les exportations demeurent un moteur essentiel de la croissance, les produits de textile et les bicyclettes ayant progressé de 11,6 % en glissement annuel au premier trimestre 2025. Le tourisme a également montré des signes de reprises, avec une hausse de 16,1 % des arrivées de touristes internationaux (mais toujours des recettes en retrait par rapport à 2019). Le secteur agricole a connu une croissance limitée, avec un taux de croissance annuel de 1 % entre 2021 et 2024. La croissance des importations reflète l'amélioration de la confiance des consommateurs. Entre 2021 et 2023, la consommation des ménages a augmenté de 8 %. Toutefois, les bénéfices ont été majoritairement répartis entre les groupes les plus aisés. La Banque souligne la nécessité d'une diversification économique et d'une réforme fiscale pour soutenir la croissance inclusive et résilience.

Signature du traité BBNJ

Le 9 juin, le Cambodge a signé le traité sur la biodiversité marine au-delà de la juridiction nationale à Nice lors de la Troisième Conférence des Nations Unies sur les Océans (UNOC3). Connu sous le sigle anglais BBNJ (Marine Biodiversity of Areas Beyond National Jurisdiction), cet accord vise à la protection de la haute mer, par la création d'aires marines protégées, la réalisation d'évaluations d'impact environnemental des activités humaines, la mise en place d'un système d'accès aux ressources génétiques marines, le partage juste et équitable des ressources, le renforcement des capacités et le transfert de technologies marines. En signant cet accord, le Cambodge veut renforcer son engagement au bénéfice du cadre de la gouvernance marine mondiale. Cela permettra de soutenir sa stratégie à long terme pour diversifier l'économie nationale grâce à une participation responsable à la recherche en haute mer et aux mécanismes de partage des ressources. Actuellement, malgré son potentiel en économie bleue (aquaculture, écotourisme marin...), le Cambodge peine à développer davantage ces secteurs en raison notamment d'un manque d'infrastructures, de capacité technique, de contraintes financières.

Laos

Envol aérien ?

Alors que la COMAC, China's Commercial Aircraft Corp., est parvenu à placer un C909 chez Lao Airlines, le fabricant chinois n'entend pas en rester là. Face à la situation catastrophique de la compagnie porte-drapeau laotienne, dont le dette pourrait atteindre 500 M USD, la COMAC propose une prise de participation. On parlait de 60 % du capital, même si le premier ministre évoque 51 % - une prise de contrôle donc - devant l'Assemblée nationale. Pour autant, des conditions sont posées de part et d'autre. La COMAC ne veut pas reprendre la dette et exige la transformation de la flotte, composée d'Airbus et d'ATR, au profit des appareils qu'elle produit. Quant aux parlementaires, ils seraient prêts à accepter de céder plus de 51 % du capital ; contre une option de rachat offerte à tout moment pour l'Etat laotien. Ils espèrent ainsi un redressement de la compagnie et des transferts de savoir-faire. Tous n'adoptent pas cette position. Certains estiment qu'il vaudrait mieux nommer un directeur général compétent et arrêter de se mêler, pour de mauvaises raisons, de la gestion de l'entreprise.

Plus d'électricité pour le Laos !

On le sait, le Laos se veut la « batterie de l'Asie », puisqu'elle fournit la Chine en plus de ses quatre voisins de l'ASEAN. Mais, totalement surendettée, le pays doit concéder la construction de nouveaux projets en PPP à des co-entreprises étrangères. Ces dernières se financent sur les marchés en exportant l'essentiel de l'énergie produite, de l'ordre de 95 % ; laissant peu de marge pour l'approvisionnement local. Le gouvernement entend changer la donne, en quatre points. D'abord, achever la construction du barrage de Nam Theun 3 (480 MWc). Ensuite, favoriser le développement de projets photovoltaïques ; y compris pour des capacités inférieures à 5 MWc. Enfin, s'assurer que les projets lancés sont conduits à terme conformément aux accords de rachat d'électricité par EDL (ce qui ne représentent que de faibles volumes). Reste que le réseau de transport d'électricité d'EDL, via sa filiale EDL-T contrôlée par l'entreprise chinoise d'Etat China Southern Power Grid, n'est pas unifié. Il consiste en 4 réseaux distincts faiblement interconnectés. Les pénuries d'électricité risquent de se poursuivre.

La magie du remaniement

Depuis trois ans, les remaniements, démissions (d'office) et autres nominations se multiplient, pour essayer de faire face à une situation économique et financière très dégradée. Ce dernier remaniement affecte 9 ministres et des postes au Parti. Bounkham, jusqu'à présent ministre des ressources naturelles devient gouverneur de la Banque du Laos, en remplaçant de Mme Vathan qui était gouverneure par intérim. Thongasith, venant du parti, prend le ministère de l'éducation (son prédécesseur prend sa retraite). Phet, ministre du plan et des investissements, trouve une étagère et son ministère est intégré à celui des finances. Vilayvong trouve une étagère dorée au

Parti alors que son ministère des affaires intérieures est supprimé. Phoxay devient ministère du travail et des affaires sociales alors que son ministère, de l'énergie et des mines, rejoint le ministère de l'industrie et du commerce, dirigé par Kommasith, reconnu pour son travail. Et Baykham, ancien ministre du travail, devient ministre de la santé (son prédécesseur partant à la retraite). Enfin, Linkham, ministre de l'agriculture et de la forêt élargit son portefeuille à l'environnement (dont le précédent titulaire est mis aussi à la retraite). Vous avez du mal à suivre ? Vous pouvez toujours relire la brève.

Birmanie

La Banque mondiale prévoit une poursuite de la contraction du PIB birman sur l'année fiscale 2025-2026

Dans son rapport *Myanmar economic monitor* du 12 juin, la Banque mondiale confirme la contraction de -1,0 % du PIB sur l'année fiscale 2024-2025 écoulée et prévoit désormais une nouvelle contraction de -2,5 % en 2025-2026 (au lieu de +2,0 % prévus en décembre). Cela fait suite notamment aux conséquences du tremblement de terre du 28 mars 2025. Ainsi, le PIB réel sur l'année fiscale 2025-2026 serait toujours inférieur de 13 % au niveau prépandémique. Le coût économique du séisme est estimé sur la base du capital détruit à 10,97 Md USD, soit 14 % du PIB birman. En résulterait une réduction de la production équivalente à 4 % du PIB sur l'année fiscale pour le pays, et de près d'1/3 dans les régions de Mandalay et Nay Pyi Taw sur la période avril-septembre. Pour l'année fiscale 2026, la Banque mondiale prévoit un rebond à +3,0 %, limité par les contraintes sur l'investissement pour la reconstruction. Le début des projets de reconstruction est attendu en novembre, après la saison des pluies. L'inflation a atteint 28,8 % en 2024-2025 et accélérerait en 2025-2026 à 31,0 % en raison principalement des conséquences du séisme, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et de possibles pénuries liées aux restrictions à l'importation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr